



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Mylène MIFSUD, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Coralie MANTION, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI

Aménagement durable - Conventions d'amodiation au sein du parking Gambetta entre Montpellier Méditerranée Métropole, TaM et les bénéficiaires - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est, depuis le 1^{er} janvier 2016, l'autorité de gestion du parking Gambetta, situé cours Gambetta à Montpellier. La gestion de ce parking est confiée à la société TaM dans le cadre d'un contrat de concession, qui s'achève le 31 décembre 2029.

Dans le cadre de la délivrance des permis de construire, les pétitionnaires sont tenus de respecter les règles de stationnement des prescriptions du plan local d'urbanisme. Cependant, selon l'article R. 431-26 du Code de l'urbanisme, les pétitionnaires peuvent demander à être tenus quitte de tout ou partie de ces obligations *« en justifiant de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement ou de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement »*. La demande de permis de construire s'accompagne alors de *« la promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition, éventuellement assortie de la condition suspensive de l'octroi du permis »*.

La Métropole a reçu deux demandes de ce type, par l'intermédiaire de la TaM :

- La première de la part de Madame HONG CHANG, propriétaire d'un immeuble situé 9 rue André-Michel à Montpellier, qui sollicite la concession de droits de stationnement pour neuf emplacements dans le parc de stationnement Gambetta dans le cadre d'un projet de réhabilitation de son immeuble ;
- La seconde de la part de Monsieur BOURGEOIS et Madame GONNET, propriétaires d'un immeuble situé 16 avenue Georges-Clemenceau à Montpellier, qui sollicite la concession de droits de stationnement pour un emplacement dans le parc de stationnement Gambetta dans le cadre d'un projet d'extension de leur immeuble.

La concession de droits de stationnement de longue durée est prévue par la convention de délégation de service public actuelle, dans son article 27, à la condition que *« Le nombre d'amodiations ne devra pas dépasser 20% de la capacité du parc »*. Les dix emplacements de stationnement sollicités par les deux pétitionnaires désignés ci-dessus représentent 2% des places du parking (soit 10 places sur 482 au total).

La concession des droits de stationnement de longue durée sollicités fera l'objet de deux conventions passées entre la TaM, concessionnaire du parking, et les pétitionnaires. La durée de ces conventions étant fixée à 16 ans et dépassant la date de fin de la concession, la Métropole sera également signataire de ces deux conventions. Celles-ci prendront effet à la date de prise de possession des droits de stationnement, qui interviendra à compter de l'achèvement des travaux et après paiement de l'intégralité du prix défini à la convention.

Le prix global et forfaitaire des droits de stationnement ainsi concédés est calculé sur la base du tarif en vigueur au sein du parking Gambetta au 1^{er} juillet 2023. Le prix unitaire annuel par abonnement résident s'élève à 803,17 € HT, soit un montant global de 115 656,48 € HT (138 787,78 € TTC) pour un droit de stationnement sur neuf emplacements et de 12 850,72 € HT (15 420,87 € TTC) pour un droit de stationnement sur un emplacement, pendant 16 ans. TaM reversera à la Métropole le montant couvrant la période allant au-delà du 31 décembre 2029, au prorata temporis sur la base de 66,93 € HT par mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des deux conventions d'amodiation pour un total de dix places de stationnement dans le parking Gambetta à Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258051-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Liste des annexes transmises en préfecture:

- GAMBETTA - Projet Abo LD Mme HONG v3.docx
- GAMBETTA - Projet Abo LD Mr BOURGEOIS 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.